

**RAPPORT AUDIT DE SECURITE REALISE PAR  
FCA DANS LES LOCALITES DE *Gamboula,  
Babaza, Berberati, Zalingo, Baboua, Vouin,  
Baoro, Bossembele, Dombe3/Damara, Mbaiki,  
Boda, Mongoumba* SUR LES RISQUES DE  
PROTECTION ET VBG  
PREMIER SEMESTRE 2023**

## Contexte et justificatif

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet protection Monitoring financé par UNHCR, il est prévu de réaliser des enquêtes de sécurité au sein de communautés cibles du projet souvent exposées aux risques de protection en général avec l'activisme des groupes armés et aux cas de VBG en particulier surtout pour les femmes et filles. Cette enquête ou audit de sécurité met un focus sur les



risques et problèmes de VBG dans les zones d'intervention. Elle est conduite régulièrement par les équipes FCA dans différentes localités ciblées à travers les 4 Préfectures couverte par le projet de protection monitoring. L'audit de sécurité permet de connaître le niveau de sécurité, identifier et analyser les risques de protection auxquels font face surtout les femmes et filles dans leurs communautés, afin de proposer des mesures de mitigation.

Le présent rapport présente la synthèse des enquêtes réalisées au premiers semestres 2023 dans 12 villages et résume les réponses enregistrées sur certaines interrogations posées auprès de ces communautés sur divers domaines tels que la configuration générale (l'éclairage pendant la nuit, existence des espaces pour la construction des abris, feux/cuisines, des voies), eau et assainissement (points d'eaux, des latrines, des douches), Foyer (sécurité/Intimité), communauté (des écoles, des marchés) ainsi que la présence des forces armées (l'armée nationale, autres forces armées, barrières/points de contrôle).

## Objectif de l'activité :

Le but principal de cette enquête est d'obtenir le retour des communautés par rapport au niveau de sécurité et risques de protection avec un focus sur les VBG au sein de leur localité, afin de développer de stratégies pour la mitigation des risques. Autrement dit, est-ce qu'il y'a eu des cas de vols/braquage ou des violences physiques et/ou sexuelles enregistrés dans leurs villages ?

## Méthodologie :

Pour cet exercice, il a été fait recours d'une part, à la méthode participative, consistant à organiser des focus groupes discussion et des entretiens individuels avec des informateurs clés et de l'autre, l'observation directe. Au total, 48 Focus groupes ont été organisés avec 480 personnes choisies de façon aléatoire en tenant compte du genre, âge et statut de participants ; afin d'avoir une bonne représentativité.

## Localités touchées :

Douze (12) localités réparties dans les 4 préfectures d'intervention de FCA ont été touchées par cet exercice. Il s'agit notamment, pour la préfecture d'Ombella M'Poko les localités de Dombe3/Damara et Bossembele ; pour Lobaye, les villages de Mbaiki, Boda et Mongoumba ; pour Mamberé Kadei, les villages de Gamboula, Babaza et Berberati. Et en fin, pour la Nana Mamberé, les villages de Baboua, Vouin, Baoro, ainsi que le site de rapatriés de Zalingo à Baboua. Pour Chaque localité, il a été organisé 4 Focus Groupe, à raison d'un Focus pour femme, un focus avec les filles, un focus avec les Garçons et un focus avec les hommes. Et cela en marge des entretiens avec les informateurs clés.

## Résultats de l'enquête de sécurité :

### 1. Analyse de la situation

#### 1. Sécuritaire :

La situation sécuritaire des 12 localités enquêtées reste sécurisées par les FSI, mais l'accalmie est relative et la situation reste volatile et imprévisible, avec d'une part, la persistance de l'activisme des groupes armés principalement 3R et anti-Balaka œuvrant tous dans CPC. Et de l'autre, la poursuite des opérations militaires de traques des groupes armés.

#### 2. Risques de protection :

Les femmes et filles dans ces 12 localités enquêtées restent exposés plus au risque de VBG, principalement le cas d'agressions physiques, mariage précoce/forces, grossesses forcées surtout sur les mineurs, les violences psychologiques, ainsi que les cas de viol.

Les principaux auteurs pour ces risques de VBG restent des civils, soit des partenaires intimes de survivantes, soit des civils membres de communautés.

Quant aux endroits à risque pour les cas de VBG, les domiciles de survivantes et des auteurs présumés potentiels présenteraient plus de risque de VBG que tout autre endroit.

Il sied de relever aussi l'obscurité la nuit dans les villages enquêtés, le manque de latrines et douches appropriés pourraient occasionner aussi de cas de VBG selon le témoignage des enquêtés surtout pour les jeunes filles.

Par contre, sur les axes secondaires et en brousses en allant aux champs ou pour puiser de l'eau de marigot, les femmes et filles restent toutes exposées au risque de braquages, vol par des groupes armés, ainsi que des extorsions de la part de FSI, notamment au niveau de barrières.

### 3. Les services sociaux de base :

Dans les 12 localités existent les services sociaux de base, soit sur place dans la localité, soit dans la localité voisine. Il s'agit principalement des marchés, structures sanitaires, écoles et les ouvrages d'eaux.

Par ailleurs, la qualité de services surtout pour l'éducation et la santé reste très faible, notamment par manque de personnel qualifié et d'équipement appropriés. Tous les services sont payables, pendant que la population ne dispose pas de ressources et reste majoritairement vulnérable.

### 4. Services de prise en charge :

En dehors de Gamboula, Berbérati, Baboua, Mbaiki, les autres localités ne disposent pas de services de prise en charge gratuite de façon permanentes. Il n'y a pas non plus un paquet complet de réponse, il s'agit souvent de réponses partielles qui sont fournies, notamment l'appui psychosocial et l'appui juridique. Quant à la prise en charge médicale, presque la quasi-totalité des structures sanitaires de ces localités ne disposent pas de Kit PEP depuis plusieurs mois et le service médical est souvent payant. L'appui pour la réinsertion socio-économique reste un GAP dans la zone.

### 5. Synthèse des réponses des enquêtés :

<b>Configuration générale</b>	Localité	Oui	Non	<b>Est-ce la localité ou site dispose de l'éclairage de nuit (Si oui, est-il suffisant ?)</b>
	Damara		Non	<b>Reponse des enquêtés</b>
	Bossemebele		Non	<p>Sur les douze (12) localités sélectionnées dans les 4 préfectures couvertes par le projet, où cette enquête de sécurités VBG avaient été réalisée, 10 localités ne disposent de d'éclairage la nuit et seulement deux localités de Gamboula et Baoro qui disposeraient de l'éclairage la nuit et qui serait même insuffisante. Il s'agit juste de quelques lampadaires installés par des particuliers dans leur parcelles et qui aident à éclairer des voies et endroits publics.</p> <p>Quant aux autres localités, les enquêtés ont soutenu le manque du système ou source électrique et que l'état n'a pas envisagé d'installer l'éclairage public. Ce qui justifierait cette situation, susceptible d'avoir un impact sur l'environnement de protection : risques de VBG et de criminalités nocturnes avec des cas de vol et banditisme dans ces localités vivant dans le noir.</p>
	Mbaiki		Non	
	Boda		Non	
	Mongoumba		Non	
	Gamboula	Oui		
	Babaza		Non	
	Berberati		Non	
	Baboua		Non	
	Zalingo		Non	
	Baoro		Non	
Vouin		Non		
<p><b>Est-ce il y a une surpopulation dans la localité (Y a-t-il de l'espace pour des abris ? des feux/cuisines ? des voies/mouvements suffisants ?) :</b></p> <p>Dans les 12 localités touchées, 100% des personnes enquêtées ont affirmé qu'il y a assez d'espace dans leurs localités pour faire construire des maisons, faire des cuisines. Il ne se pose aucun problème d'espace dans toutes les localités enquêtées se trouvant dans les 04 préfectures d'intervention du projet protection monitoring couvertes par FCA. Le problème d'accès à la terre ne se pose pas.</p>				
<b>Eau et assainissement</b>	<p><b>Existe -t-il des points d'eau (à quelle distance ? Est-ce l'emplacement est sécurisé ? quel est le temps d'attente ?)</b></p> <p>Dans 11 des 12 localités ciblées, les enquêtés ont affirmée l'existence des points d'eau qui sont accessibles et sans aucun problème de sécurité. La distance moyenne varie entre 100m à 1Km. Cependant, il se pose plus de problème de temps à passer sur le fil d'attente avant de puiser l'eau, selon chaque localité évaluée. A Baoro, Babaza, Berbérati, Baboua, Gamboula, Mongoumba et Bossemebele le temps moyen de file d'attente varie entre 1h00 et 3h00. Pour palier à cette situation, souvent la population recourt aux puits traditionnels et sources non aménagées, pour éviter de rester longtemps sur la file d'attente.</p> <p>Par contre, à Zalingo et Baoro, le temps d'attente varie entre 30 minutes et 1 h00.</p> <p>Par ailleurs, à Bombe3/Damara, il n'y a quasiment pas de point d'eau et la population recourt aux eaux de marigot dans la brousse pour une distance de plus de 2 Km du village. <i>Les enquêtés ont souligner le fait que le recours aux eaux de sources et marigots dans la brousse présenterait plus le risque de cas de VBG aux filles et femmes, surtout dans des heures</i></p>			

	<p><i>tardives, en allant seule chercher de l'eau.</i></p> <p><b>Est-ce existe-t-il des Latrines (à quelle distance ? est-ce mixtes ou non ? Est-ce verrouillées ou non)</b></p> <p>100% des enquêtés ont affirmé qu'ils existe des latrines dans leurs localités.</p> <p>Cependant ces latrines sont mixtes, non durables, non propres et non verrouillées. Vu le nombre de leurs utilisateurs, les risques des infections et même de cas de VBG surtout la nuit restent réels. C'est ainsi que certaines personnes préfèrent aller se soulager dans la brousse en lieu et place d'aller dans des latrines.</p> <p><b>Est-ce existe des douches (à quelle distance ? est-ce mixtes ou non ? Est-ce verrouillées ou non ?)</b></p> <p>Trois types de reponse ont été fournies par les enquêtés:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. A Babaza, Berbérati, Gamboula, Baoro, Bossembele et Damara, les enquêtés ont affirmé qu'ils n'y a pas de douches dans leurs localités, sauf quelques cas isolés. Les habitants se lavent soit dans des rivières, soit la nuit en plein air.</li> <li>2. A Zalingo, Baboua, Mongoumba, selon les enquêtés, il existe des douches de fortune dans leur milieu, non loin des maisons, mais qui sont mixte et non verrouillées.</li> <li>3. Enfin, à Mbaiki et Boda, il n'existe pas de douche, mais la population utilise les toilettes comme douche en même temps.</li> </ol>
<p><b>Foyer</b></p>	<p><b>Existe-t-il de la Sécurité/intimité</b></p> <p>100% des enquêtés ont reconnu qu'il y a de la sécurité dans leurs localités.</p> <p>Cependant, quant à la sécurité et intimité au niveau de ménage, deux réponses avaient été avancées par les participants aux différents Focus Groupes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. A Babaza, Zalingo, Baboua, Boda, Berbérati, Baoro et Vouin, le problème de sécurité et d'intimité se pose surtout pour de ménages vivant dans des abris de fortunes ou d'urgences. Par contre, le problème de sécurité ne se pose pas pour ceux vivant dans des maisons en dure, mais compte tenu de la promiscuité, il se pose un problème d'intimité, car une majeure partie de parents dorment dans les mêmes pièces avec leurs enfants</li> <li>2. Par contre, à Mbaiki, Mongoumba, Damara, Bossembele et Gamboula, les participants ont affirmé qu'il ne se pose aucun problème de sécurité, ni d'intimité au niveau de leurs ménages.</li> </ol>
<p><b>Communauté</b></p>	<p><b>Existe-t-il d'écoles (à quelle distance ? est-ce les voies d'accès sont sécurisées ? Est-ce il y a la présence de forces armées dans les environs ?)</b></p> <p>En dehors de Dombe3/Damara où l'école serait à environ 5K du village, avec une voie sécurisée, pour les autres villages, les écoles se trouvent à l'intérieur même de chaque localité,</p>

	<p>avec un accès facile et sécurisé. Dans la plupart des villages, il y a la présence des forces armées soit à l'intérieur, soit à proximité de villages.</p> <p>Par ailleurs, il a été relevé dans tous ces villages un certain dysfonctionnement des écoles liés plus au problème de manque d'enseignants qualifiés et la problématique du paiement de prime de Maître parents.</p> <p><b>Existe-t-il les marchés (à quelle distance ? Est-ce les voies d'accès sont sécurisées ? Est-ce il y a la présence de forces armées dans les environs ?)</b></p> <p>Les enquêtés de 12 villages ciblés ont soutenu qu'il existe des marchés dans leurs localités, soit de façon journalière, soit hebdomadaire. Il y a aussi de marché du soir ces marchés restent accessibles à tous, avec de voies sécurisées. La présence des FSI a aussi été rapporté soit à l'intérieur de village, soit à proximité. Il ne se pose aucun problème de sécurité, en allant ou en revenant de marché selon le témoignage des enquêtés.</p>
<p><b>Présence de forces armées</b></p>	<p><b>Armée nationale (Présence dans les zones civiles/à proximité ? Rapports avec les communautés ? Etc.)</b></p> <p>88% d'enquêtés affirment la présence effective des forces armées ainsi que de leurs alliés dans la sous-préfecture et dans les environs du village, faisant des patrouilles mixtes. Malgré cette présence, certains membres de la communauté déplorent les cas d'extorsions des biens et également des taxes illégales liées au manque de la documentation.</p> <p>Par contre, les 12% autres n'ont pas affirmé la présence militaire dans leurs localités, mais ces derniers sont souvent de passage en patrouille. Il s'agit principalement de localités de Vouin et Dombe3/Damara qui ne disposent pas de la présence de FSI.</p> <p>100% d'enquêtés ont affirmé un bon rapport existant entre les communautés et les FSI vivant sur place ou étant de passage ou en patrouille.</p> <p><b>Existe-t-il d'autres forces armées dans les zones civiles ou à proximité ? Et leur rapport avec les communautés ?)</b></p> <p>70% de ces enquêtés ont affirmé avoir la présence des autres forces armées dans leurs localités. Notamment la MINUSCA et forces alliées russes. En revanche les 30% d'autres enquêtés ont affirmé qu'il n'y a pas d'autres forces dans leurs localités, ce sont notamment ceux de Vouin, Babaza, Dombe3/Damara et Mongoumba.</p> <p><b>Existe-t-il des Barrières ou points de contrôle (est-ce un obstacle sur l'accès aux centres de santé, marchés ou écoles ?)</b></p> <p>100% des enquêtés ont affirmé l'existence des barrières soit directement dans leurs localités, soit sur les axes menant vers leurs localités. Ces barrières sont tenues par des FSI, où l'on procède à la vérification de documents d'identité. Mais depuis plusieurs mois, ces barrières se transforment aussi comme lieu de tracasserie et extorsion d'argent pour tout passant ne</p>



	disposant pas d'une carte d'identité nationale. L'on exige à la personne ne détenant pas de carte d'identité un montant variant entre 1000 CFA et plus.
--	---

### 3. Recommandations et Suggestions :

Au vu des analyses et réponses des enquêtés fournies ci-haut, il y a lieu de recommander ce qui suit :

1. Que le cluster protection continue avec le plaidoyer pour le renforcement des patrouilles sur les axes secondaires par les FSI
2. Que les communautés soient sensibilisées pour l'installation des sources d'éclairages publiques dans des villages la nuit
3. Que les [acteurs d'abris et protection dont le HCR](#) appuient les communautés surtout rapatriées avec des Kit abris et sensibilisent pour la construction d'abris transitionnels ou durables garantissant la sécurité et l'intimité surtout de femmes et filles cela dans le cadre d'appui à la réintégration
4. Qu'il y ait la sensibilisation des communautés pour la construction de toilettes et latrines respectant les normes d'hygiène ([acteurs de WASH](#))
5. Que les Acteurs de lutte contre les VBG renforcent le paquet de réponses, afin de fournir une réponse holistique aux cas de VBG (médical, juridique, psychosociale et la réinsertion socio-économique
6. Que les acteurs de protection continuent à sensibiliser les communautés sur les conséquences de VBG et les encourager à dénoncer le cas

7. Que les acteurs de VBG sensibiliser davantage les femmes et filles sur les risques de VBG et développer les mesures de mitigation
8. Impliquer davantage les hommes dans la prévention et gestion et lutte contre le cas de VBG au sein de leur communauté
9. Qu'il y ait de nouveau un renforcement des capacités du personnel soignant dans ces 12 Localités sur l'utilisation de Kit PEP et doter les différentes FOSA de Kit PEP pour assurer la prise en charge médical rapide de cas et gratuitement ([cluster Santé](#))
10. Que le plaidoyer se poursuit auprès des autorités éducatives, pour l'affectation des enseignants qualifiés dans des établissements scolaires existants dans les 12 localités enquêtées et sensibiliser les parents surtout sur l'importance de la scolarisation des filles ([acteurs d'éducation](#))
11. Que [la section Droits de l'homme de la MINUSCA](#) intensifie les séances de renforcement de capacités des FSI et leur sensibilisation sur le respect des droits humains, afin de combattre le cas d'extorsion et tracasserie surtout au niveau des barrières/points de contrôle.

*Rédigé le 30 juin 2023.*